

XVI^{ème} A.G. DES COMITES POPULAIRES

DIMANCHE 10 NOVEMBRE 2019 - TROIS-ILETS



AVANCER ENSEMBLE POUR VIVRE MIEUX !

Chers compatriotes, quelles que soient nos convictions politiques ou religieuses, qu'on soit de droite ou de gauche, indépendantistes ou pas, qu'on se croit socialement « intégré » ou qu'on ne le soit pas : nous sommes tous à bord d'un même bateau qui se dirige vers des récifs.

Nous survivrons ensemble ou nous coulerons ensemble !

N'êtes vous pas hanté par la crainte qu'un des vôtres soit la prochaine cible de ces violences quotidiennes qui déchirent notre société ?

N'êtes vous pas minés par l'inquiétude que le fruit du travail de toute votre vie soit saisi à cause des difficultés provoquées par la politique prédatrice de ceux qui nous gouvernent ?

N'y a-t-il pas une ou plusieurs victimes de toxicomanie, de dépression, de cancer du sein ou de la prostate parmi vos proches ?

Nos aînés à tous ne sont-ils pas en souffrance après une vie de sacrifice et le sort de nos 18.000 aidants familiaux est-il enviable ?

Nos fils et filles sont-ils assurés de trouver l'emploi correspondant à leurs compétences ?

C'est vrai ! Il y en a quelques uns qui percent grâce à de gros sacrifices - parfois aussi grâce au filon - mais, combien sont ceux qui restent au bord de la route ?

Permettez-moi de le répéter :

Nous survivrons ensemble ou nous coulerons ensemble !

Si, pour la XVI^{ème} Assemblée Générale des Comités Populaires, le CNCP a retenu le thème générique « **Avancer ensemble pour vivre mieux !** », c'est parce que nous sommes convaincus qu'il sera absolument impossible de résoudre aucun de nos problèmes « *si nou pa kolètètkolézépol !* » En vous invitant, nous avons souhaité vous soumettre et, plus largement, communiquer à l'ensemble du Peuple Martiniquais, les analyses et les propositions que nous faisons afin de répondre à l'urgence de la situation.

Les questions, qui s'imposent à nous tous, sont les suivantes :

Comment redresser la barre ? Comment regagner des rivages plus accueillants ?

Nous ne saurions répondre à ces interrogations sans garder en permanence un regard extrêmement lucide sur la réalité.

La réalité, c'est un monde dans lequel le droit international a volé en éclat sous les coups de boutoir des USA, avec leurs lois extraterritoriales, leurs « sanctions » illégales, le vol des avoirs de pays souverains, les agressions militaires bafouant la charte de l'ONU. Les provocations d'un Donald TRUMP déchirant les traités internationaux ne sont qu'une formalisation du gangstérisme déjà développé à l'échelle planétaire par les multinationales.

La réalité, c'est l'anarchie qui sape toutes les bases de l'économie mondiale : parce que la déconnexion s'est confirmée entre l'économie réelle et les capitaux spéculatifs ; parce que la recherche de l'optimisation fiscale et la course au taux maximal de rentabilité priment sur toute autre considération pour les investisseurs, les actionnaires des entreprises et les grandes sociétés ; parce que la corruption et la fuite des fortunes vers les paradis fiscaux, organisées sous l'égide des plus grandes banques, sont devenues la loi. Tous les experts fiables s'accordent pour dire que cette situation conduira, à plus ou moins court terme, à une crise financière majeure !

La réalité, c'est le renforcement de la sauvagerie ultralibérale :

Vous tous, ici, connaissez les conséquences catastrophiques du sabotage des services publics de santé et d'éducation ainsi que des systèmes de protection sociale ! Les attaques du régime Macron contre les retraités et les chômeurs sont, à cet égard, particulièrement scélérates et significatives. Vous tous, vivez les impacts du désengagement de l'Etat dans le financement des collectivités locales. Vous tous, êtes avertis quant à la responsabilité du système capitaliste, avec le consumérisme débridé qu'il alimente,

dans les épidémies de maladies cardiovasculaires, de diabètes et autres, sa responsabilité dans les scandales sanitaires dus à la rapacité et à l'immoralité de grands laboratoires pharmaceutiques, dont les crimes sont rendus possibles par le laisser-faire intéressé des gouvernements !

La réalité, c'est la multiplication des catastrophes liées au changement climatique.

Et si quelques uns feignent de l'ignorer, des millions de jeunes se mobilisent sans arrêt de par le monde pour dénoncer la responsabilité du système et de ses gouvernements dans la pollution qui détruit la planète et hypothèque notre futur.

La réalité, c'est le délitement généralisé de la société et c'est la régression de l'humain.

Personne n'ignore le mal-être, la détresse et la débauche des violences de toutes natures qui gâchent la vie des individus et déchirent le tissu social. Cela, pas seulement dans notre pays mais, plus généralement, à l'échelle de la planète. Un chiffre suffira à nous faire prendre conscience de l'ampleur du drame : 800.000 personnes se suicident chaque année dans le monde ! Une toutes les 40 secondes ! En Martinique, on déplore 2 à 3 tentatives de suicide par jour !

La réalité, c'est la régression de la démocratie de façade et la montée en puissance du fascisme.

C'est Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'état à la culture dans les années 70, qui alertait l'opinion par les mots suivants que je cite, « *Ainsi commence le fascisme. Il ne dit jamais son nom, il rampe, il flotte, quand il montre le bout de son nez, on dit : c'est lui ? Vous croyez ? Il ne faut rien exagérer ! Et puis, un jour on le prend dans la gueule et il est trop tard pour l'expulser !* » Eh bien ! Nous sommes en plein dedans.

Dans la prétendue patrie des droits de l'homme, les lois liberticides se multiplient et la répression des mouvements populaires s'intensifie. Contre les « Gilets Jaunes », par exemple, les violences policières ont causé 2 000 blessés dont 24 éborgnés et 5 mutilés, 2 morts collatéraux ; elles se sont accompagnées de 6 000 interpellations. En février déjà, le premier ministre français se vantait que, je le cite, « *Depuis le début de ces évènements, 1 796 condamnations ont été prononcées par la justice, et 1 422 personnes sont encore en attente de jugement* ».

Constatons, surtout, que c'est à l'échelle du monde que le fascisme étend dangereusement ses tentacules : avec la propagation massive de ses théories racistes, sexistes et xénophobes, avec la percée électorale des mouvements d'extrême droite, avec l'arrivée au pouvoir d'autocrates, généralement milliardaires, qui bafouent ouvertement les droits humains et les libertés collectives.

A cet égard, nous devons prendre en compte avec la plus grande attention, que la consolidation du fascisme s'appuie sur une entreprise de désinformation, intense et ininterrompue, menée par les empires médiatiques contrôlés par les multinationales. Comme il avait raison, Malcom X, en disant que *“La presse a un pouvoir de l'image si puissant qu'elle peut faire passer un criminel pour une victime et montrer la victime comme un criminel”*, ou encore que *“ Si l'on n'est pas vigilant, les journaux font haïr les opprimés et aimer les oppresseurs.”*

La réalité, enfin, c'est la probabilité de plus en plus grande d'un conflit militaire majeur.

Partout les forces armées se positionnent déjà et les adversaires ont dépassé le stade des escarmouches.

Eh bien, chers (es) compatriotes, sur aucun de ces plans évoqués, la Martinique n'est préparée à résister.

Soumis à la tutelle de la France et de l'union Européenne, victime de la concurrence déloyale de leurs grandes entreprises, paralysé par des normes inadéquates, administré à tous les plus hauts niveaux par des fonctionnaires français défendant des intérêts qui nous sont étrangers, privé de tout pouvoir politique et législatif notable, notre pays plonge dans les tourments !

Notre économie est totalement extravertie ! Les chiffres révélant notre dépendance sont connus : 80 % en ce qui concerne notre alimentation, pour ne donner qu'un exemple ! Notre environnement et notre population ont sciemment été empoisonnés par la caste des profiteurs békés avec la complicité des autorités françaises. La destruction de nos coopératives agricoles, orchestrée par les colonialistes et leurs alliés politiques locaux, se poursuit. Le « génocide par substitution » dénoncé par Aimé Césaire est plus que jamais d'actualité.

En clair, la tutelle coloniale continue à nous étouffer et les logiques ultralibérales portées par le système capitaliste et impérialiste sont des obstacles à toute solution valable à nos problèmes.

Après tant de temps de régression et de désillusions, comment pouvons-nous encore accepter que les profiteurs du système continuent à nous chanter « *la chance d'appartenir à un grand ensemble* » ou que, pour nous « développer », il s'agirait de « *mieux consommer les fonds européens* » mis à notre disposition par une Commission de Bruxelles aux intentions soi-disant philanthropiques !

Au diable les espoirs « *malpapay* » !

Notre horizon ne doit absolument pas être le fameux « *rattrapage* » auquel on nous invite. Quoi ? Nous devrions courir après le soi-disant développement européen ! *Nou pa ka wè an ki léta sosyété yo ka twouvé ko-y !*

Notre priorité ne peut être de copier le modèle des capitales occidentales dont le coût des infrastructures tape-à-l'œil est la destruction de la planète et le mal-vivre des populations. Aux routes à deux fois trois voies et au toboggan de Fonds Lahaye, nous devrions préférer la relance de l'agriculture paysanne et la multiplication des dispensaires !

Notre ambition ne doit pas être de « *faire notre place* » dans la jungle économique capitaliste. A aucun moment nous ne devons nous laisser leurrer par les chimères de l'auto-entreprenariat et les mensonges de la compétitivité. Car, s'il y en a quelques un qui percent - *bravo pou yo !* - la grande majorité est laminée dans cette jungle là, où règnent de cruels et cyniques prédateurs.

Notre réponse politique ne doit pas se limiter au jeu de l'alternance entre équipes qui se disputent le contrôle des collectivités locales. Car, faute de disposer du pouvoir politique et législatif, même en étant animé des plus nobles intentions, même en se vantant de la meilleure gestion du monde, on continuera à tourner dans le bocal et on n'ouvrira jamais la voie à une quelconque émancipation. C'est à l'élaboration d'un projet endogène et autocentré, s'inscrivant dans une perspective de souveraineté, d'intégration caribéenne et de solidarité internationaliste que nous devons nous atteler.

Chers (es) compatriotes,

Pour sortir de l'ornière, nous devons résolument abandonner toute illusion électoraliste et, plus fondamentalement, tout mimétisme dans les méthodes de pensée, de projection et d'action. Pour parvenir à bon port, il est absolument indispensable que nous pensions nous-mêmes les projets alternatifs qui nous permettront de résoudre nos problèmes et il est tout aussi indispensable que nous avancions ensemble pour les mettre en œuvre !

Beaucoup, face à l'hyper puissance apparente de ceux qui détiennent le pouvoir, sont sceptiques quant à notre capacité de « *maté kat la* ».

Malheureusement pour nous, après des siècles de désinformation et de propagande infantilisatrice, nos ennemis sont parvenus à « *maré lès pri an patché moun* » ! Notre société est gangrenée par une pratique lancinante de l'autodénigrement, par des divisions stériles qui la neutralisent, par la tragique violence circulaire décrite par notre grand Frantz FANON et, beaucoup, au sein de notre peuple Martiniquais, sont effrayés quand nous sommes appelés à prendre en main notre destinée ! Notre peuple qui, grâce à son génie, à son courage, à la qualité de ses fils et de ses filles, n'a cessé de prouver, tout au long de son histoire, sa capacité à surmonter les plus lourdes épreuves, devrait avoir peur de la souveraineté !

En vérité, *sé zyié ki kapwon*, et comme aime à le dire notre camarade Jean : « *Bagay la an lan men nou, nou pa ka wè sa !* »

Oui, chers (es) compatriotes, nous méconnaissons notre puissance !

Dans son rapport de 2018, l'IEDOM indique que la consommation des ménages en Martinique est estimée à 5,4 milliards d'euros. Eh bien ! Quand nous montrerons suffisamment notre capacité à retourner à des modes plus responsables de production et de consommation, quand nous lancerons de conséquentes campagnes de boycott contre les profiteurs, alors, les grandes surfaces, les vendeurs d'automobiles et de pièces détachées, les banques, les agences de téléphonie perdront de leur arrogance !

Orala nou mété divizyon dèyè do nou, oralala nou mété kô nou dakô pou goumen ansanm, sé an bildozè ki ké démaré !

Nous ne nous faisons pas d'illusion pour autant ! Nous aurons encore beaucoup à souffrir de l'inconséquence de certains compatriotes qui privilégient leurs intérêts égoïstes ou qui restent prisonniers de leurs illusions.

Nous parlons en particulier de tous ceux et de toutes celles qui se complaisent dans les divisions intestines, dans de stériles batailles de vocabulaire, dans la diabolisation de tout adversaire qui pourrait nuire à leur obsession d'occuper des strapontins du pouvoir.

Mais ceci dit, nous restons profondément convaincus que l'écrasante majorité des Martiniquaises et des Martiniquais, au-delà des étiquettes et des niveaux d'engagement, partagent le même amour de notre pays, les mêmes convictions que son environnement doit être protégé, que l'autosuffisance alimentaire est une nécessité impérieuse, que rien se sera possible sans la participation active de la population aux processus de décision, sans la domiciliation de pouvoirs sur place et, surtout, sans que nous soyons unis et solidaires.

Le vœu que nous formulons à l'occasion de cette XVI^{ème} Assemblée Générale des Comités Populaires, c'est que, nous tous qui souhaitons sincèrement l'émancipation de notre peuple, nous franchissions un grand pas dans le rassemblement de nos forces et dans la synergie de toutes les résistances. Si nous sommes sérieusement conscients de la puissance et de la férocité de l'ennemi, de la gravité de la situation et de l'urgence qu'il y a à redresser la barre, nous admettrons que c'est ainsi et seulement ainsi qu'il sera possible d'inverser le rapport des forces en notre faveur.

Ici, nous voulons insister sur l'importance de lutter contre toute forme d'ostracisme.

Nous voulons, par exemple, attirer l'attention sur la grave erreur qui consiste à stigmatiser globalement la jeunesse. Facilement désignée comme principale responsable de la violence qui grandit dans la société, accusée d'insouciance, elle sert souvent de bouc émissaire à ceux qui se refusent à poser la question du « pourquoi ». Arrêtons de nous voiler la face ! Les questions de perte de repères ou de non-respect des lois et des valeurs ne concernent pas plus les jeunes que les adultes ! De toute façon, le rôle joué ces derniers mois par nos jeunes dans la libération du littoral, dans la défense de notre drapeau Rouge-vert-Noir et dans la dénonciation du pavillon des bateaux négriers a superbement démenti les propos pessimistes que certains se plaisent à tenir à leur encontre. Une chose est sûre, en tout cas, si la jeunesse de notre pays ne s'engage pas dans le combat collectif pour l'émancipation, celui-ci n'aboutira pas.

Une deuxième forme d'ostracisme sur laquelle nous voulons attirer l'attention, c'est celle qui concerne les élus en tant que tels. Les qualifier de « *tous pourri* » ou indistinctement de « *Lulu badjol* », cela obscurcit le débat sur les lignes et les projets politiques. Pour notre part, nous croyons qu'il y a des compatriotes qui s'engagent sur le terrain électoral, de bonne foi, pour tenter de « *sauver les meubles* ». En outre, nous ne saurions mésestimer le travail accompli par ces nombreux conseillers municipaux qui, bénévolement, avec le soutien de personnels administratifs, de partenaires d'associations sportives et culturelles, sacrifient leur vie de famille dans l'espoir d'améliorer le quotidien de leurs concitoyens. Cela doit être respecté.

Nous nous sommes arrêtés sur ces deux exemples parce qu'ils sont particulièrement significatifs des questions que nous avons à approfondir pour avancer dans la construction de notre unité nationale, mais notre préoccupation va au-delà : il s'agit de combattre le saucissonnage, les méfiances et les contradictions qui ont cours dans le mouvement populaire en général.

Qu'elles soient syndicales, écologistes, féministes, citoyennes, Rastafaris, Panafricanistes, (etc.), toutes les organisations, riches de leurs spécificités, sont indispensables au renversement du rapport des forces entre les colonialistes et nous. Personne ne doit être mis sur la touche ! C'est à cette condition que le rouleau compresseur pourra se mettre en marche. Le CNCP, pour sa part, est prêt à joindre ses efforts à ceux de tous nos compatriotes qui s'engagent sincèrement dans notre combat pour la décolonisation et l'émancipation et, cela, quelque soit leur étiquette. Désormais, c'est ensemble que nous devons penser le projet alternatif qui nous permettra de prétendre à l'épanouissement individuel et à l'émancipation collective.

Nous avons foi en la prévalence de la pensée collective sur les prêches de leaders autoproclamés. C'est d'ailleurs sur cette base que nous avons créé les Comités Populaires et le CNCP, le 28 août 1983. Notre intention était déjà de proposer à la population des espaces d'échanges, de décision et voués au développement de pratiques alternatives. Toutes les expériences que nous avons menées depuis, ont été d'une extrême richesse et nous ont largement prouvé que la construction de structures populaires de base est une condition indispensable à la préparation de l'indépendance et à la construction de la société nouvelle.

Toutes ces dernières années, les aléas de la vie politique, entre autres les tentatives de torpillage interne que nous avons dû surmonter, nous ont conduits à faire évoluer nos méthodes d'intervention. Les militants de nos Comités Populaires se sont davantage tournés vers la co-animation d'associations extérieures. Par exemple, ils sont impliqués dans des réseaux économiques alternatifs, des associations culturelles et autres, mais nous avons bien l'intention de consolider nos Comités Populaires, notamment en tant que lieu de formation théorique et politique et en tant qu'espace d'expérimentation. Toutefois, nous croyons que ce qui reste fondamental, c'est le développement dans la population d'une dynamique plus large à l'initiative des multiples associations qui quadrillent le pays, des militants politiques conséquents et des élus convaincus de la nécessité de changer de paradigmes. Car, seule l'implication de l'ensemble de notre peuple pourra garantir la solidité et la viabilité du projet alternatif. Aussi, préconisons-nous que tous ceux qui partagent cette vision contribuent à l'organisation sur tout le territoire, d'espaces au sein desquels pourront être envisagés, entre autres :

- la construction des circuits courts voués notamment au développement de l'autosuffisance alimentaire ;
- le développement de pratiques culturelles et éducatives alternatives,
- la prévention contre les risques majeurs.

C'est à ce niveau que l'échange d'expérience entre animateurs des nombreuses initiatives alternatives qui se développent dans notre pays serait le plus fructueux. Ce serait le lieu privilégié pour l'élaboration d'un projet alternatif consensuel et pour la préparation de mobilisations nationales puissantes.

Voilà, chers compatriotes, le grand *koudmen* auquel nous convions chacun et chacune d'entre vous.

Nous vous remercions pour votre attention et nous concluons notre intervention par ce slogan que nous scandons à chacune de nos assemblées depuis la création des Comités Populaires :

Tout pèp la sanblé nou ké fè an péy nèf !